

N

NAEGELEN (Maintien en fonctions du Gouverneur général de l'Algérie M.). — Voy. *Organisation des pouvoirs publics* (n° 11024).

NAISSANCE.

— protection de la. — Voy. *Hospices et hôpitaux*, § 22.

NANCY. — Voy. *Chemins de fer*, § 47. — *Domaine de l'Etat*, § 41. — *Education physique et sports*. § 17.

NANTES (Monument à la mémoire des otages fusillés par les Allemands). — Voy. CHATEAUBRIANT (n° 9276).

NANTISSEMENT.

— de l'outillage et du matériel d'équipement. — Voy. *Entreprises*, § 26.
Voy. aussi : *Hypothèques*, §§ 1^{er}, 3.

NARVIK. — Voy. *Campagne de Norvège*, § 1^{er}.

— Voy. BUDGET DE 1950 (n° 833) (EDUCATION NATIONALE).

NATALITÉ.

— prime départementale de. — Voy. *Allocations familiales*, § 44.

Voy. aussi : *Agriculture*, § 96.

NATATION (Établissements de).

§ 1^{er}. — Projet de loi assurant la sécurité dans les établissements de natation, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1950 par M. Yvon Delbos, Ministre de l'Education nationale (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale), n° 9720; rapport le 24 février 1951 par M. Philippe Farine, n° 12353. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 6 avril 1951 (1^{re} séance). — Projet de loi n° 2997.

Transmis au Conseil de la République le 10 avril 1951 (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale), n° 238 (année 1951); rapport le 8 mai par M. Bertaud, n° 357 (année 1951). — Avis n° 155 (année 1951) donné sans débat le 17 mai 1951.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 17 mai 1951 (3^e séance). — Projet de loi n° 3131.

Loi du 24 mai 1951 publiée au *J. O.* du 31 mai.

§ 2. — Voy. aussi : *Baignades*.

NATIONALISATIONS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant

à la nationalisation de la sidérurgie, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1946 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 41.

§ 2. — Proposition de loi de M. Jacques Bédouze relative à la gestion des administrations industrielles et commerciales de l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 janvier 1947 (renvoyée à la Commission des finances), n° 237.

§ 3. — Proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 2 de la loi n° 45-015 du 2 décembre 1945 sur la nationalisation de la Banque de France, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 janvier 1947 (renvoyée à la Commission des finances), n° 257.

§ 4. — Proposition de loi de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 janvier 1947 (renvoyée à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission des affaires économiques, à la Commission du travail, à la Commission de la justice et à la Commission des finances), n° 265; rapport collectif le 7 août par M. André Denis, n° 2284 (Voy. *Berliet*, §§ 1^{er}, 6).

§ 5. — Proposition de loi de M. Védrières et plusieurs de ses collègues tendant à la rupture des contrats affermant le domaine thermal de l'Etat à des sociétés privées d'exploitation et à la nationalisation de toutes les ressources thermales appartenant à des sociétés privées, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 janvier 1947 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 342.

§ 6. — Proposition de loi de M. Valentino tendant à compléter la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 janvier 1947 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 383; rapport le 13 mars par M. Louvel, n° 914.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête parle-

mentaire sur la gestion des entreprises nationalisées, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 janvier 1947 (renvoyée à la Commission du suffrage universel), n° 431.

§ 8. — Proposition de loi de MM. Bétolaud et Jean-Moreau tendant à instituer la responsabilité des présidents et administrateurs des entreprises nationalisées, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 janvier 1947 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 433; rapport le 8 février 1949 par M. Louis Rollin, n° 6352.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à transformer les affaires nationalisées en régies nationales, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mars 1947 (renvoyée à la Commission des finances), n° 855.

§ 10. — Proposition de loi de M. Roger Roucaute tendant à l'expropriation de l'usine de chaux et ciments de Lafarge et du Teil au profit de l'Etat et à sa mise en régie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 mai 1947 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 1285.

§ 11. — Proposition de loi de M. Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relatif au contrôle de la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 mai 1947 (renvoyée à la Commission des finances), n° 1293; rapport le 16 mai par M. Gozard, n° 1313. Adoption en 1^{re} délibération le 5 juin 1947. — Proposition de loi n° 166.

Transmise au Conseil de la République le 12 juin 1947 (renvoyée à la Commission des finances), n° 306 (année 1947); rapport par M. Poher, n° 333 (année 1947) et Avis n° 89 (année 1947) donné le 19 juin 1947.

Avis conforme du Conseil de la République, transmis à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1947. — Proposition de loi n° 193.

Loi du 3 juillet 1947, publiée au *J. O.* du 4 juillet.

§ 12. — Proposition de loi de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, pré-

sentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1947 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 1306.

§ 13. — Proposition de résolution de M. Pierre Montel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale, avant l'interruption de la session de 1947, un projet de loi portant affermage des sociétés nationalisées depuis la Libération, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 juillet 1947 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 2033.

§ 14. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues portant statut des entreprises nationalisées, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 juillet 1947 (renvoyée à la Commission des affaires économiques et pour avis à la Commission de la production industrielle, au Conseil Economique, à la Commission de la réforme administrative et à la Commission des finances), n° 2044; avis collectif du Conseil Economique le 20 novembre, n° 2670 (Voy. *Entreprises*, §§ 12, 16).

§ 15. — Proposition de résolution de M. Guy Petit et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à transférer d'urgence au personnel des entreprises nationalisées la propriété et la gestion de ces entreprises et à fixer les modalités du transfert, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1947 (renvoyée à la Commission du travail), n° 2091.

§ 16. — Proposition de loi de M. Cerclier et plusieurs de ses collègues relative au transfert à l'Etat de la Société Francolor, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juillet 1947 (renvoyée à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission des finances et à la Commission des affaires économiques), n° 2171; avis du Conseil Economique le 26 juin 1948, n° 4736; rapport collectif le 7 juillet par M. Degoutte, n° 4893 (Voy. *ci-dessous*, § 24).

§ 17. — Proposition de loi de M. Louvel tendant à modifier certaines dispositions des lois des 8 avril 1946 et 21 octobre 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 août 1947 (renvoyée à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission des finances),

n° 2258; rapport le 9 décembre par M. Louvel, n° 2798; avis de la Commission des finances le 30 avril 1948 par M. Buron, n° 4100. Adoption en 1^{re} délibération le 20 mai 1948 (1^{re} séance) sous le titre: « *Proposition de loi portant modification des lois n° 46-628 du 8 avril 1946 et n° 46-2298 du 21 octobre 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.* ». — Proposition de loi n° 952.

Transmise au Conseil de la République le 29 mai 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission des finances), n° 446 (année 1948); rapport le 24 juin par M. Novat, n° 608 (année 1948); avis de la Commission des finances par M. Alain Poher, n° 663 (année 1948) et Avis n° 202 (année 1948) donné le 2 juillet 1948.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 2 juillet 1948 (renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 4843; rapport le 7 juillet par M. Louvel, n° 4889. Adoption définitive le 29 juillet 1948. — Proposition de loi n° 1149.

Loi du 12 août 1948, publiée au *J. O.* du 14 août.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[20 mai 1948] (p. 2770). Sont entendus dans la discussion générale: MM. Jean-Marie Louvel, *Rapporteur*; Robert Buron, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances*; Gabriel Roucaute, René Mayer, *Ministre des Finances*; Robert Buron, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances*; Jean-Marie Louvel, *Rapporteur*; clôture de la discussion générale (p. 2773). — Art 1^{er} à 4: adoption (p. 2774). — Art. 5 (p. 2774); amendement présenté par M. Jean-Marie Louvel tendant à augmenter les avances aux liquidateurs dans le cas des sociétés dont les titres ne sont pas cotés en bourse (p. 2775); adoption de l'amendement (p. 2775); adoption de l'article 5 (p. 2775). — Art. 6 à 11: adoption (p. 2776); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2776). — Ont pris part à la discussion des articles: MM. Louvel, Jean-Paul Palewski.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE

[29 juillet 1948] (p. 5017). Est entendu M. Jean-Marie Louvel, *Rapporteur*; le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 5017). — Art. 3 (p. 5017); adoption (p. 5018); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5018).

§ 18. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le « Collège moderne de jeunes filles » de Mouy (Oise) et à prendre en charge tous les frais afférents à l'entretien et au fonctionnement de cet établissement scolaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 août 1947 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 2342; rapport le 4 mars 1948 par M. Finet, n° 3678.

§ 19. — Projet de loi modifiant la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 août 1947 par M. Robert Lacoste, Ministre de la Production industrielle (renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 2372.

§ 20. — Proposition de résolution de M. Louvel tendant à inviter le Gouvernement à donner à « Electricité de France » et à « Gaz de France » leurs structures respectives et définitives prévues par la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1947 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 2854; rapport le 11 mars 1948 par M. Furaud, n° 3755.

§ 21. — Proposition de loi formulée par M. Armengaud et plusieurs de ses collègues modifiant et complétant l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, présentée au Conseil de la République le 14 mai 1948, transmise à l'Assemblée Nationale le 14 mai 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 4223; rapport le 29 mars 1949 par M. Louvel, n° 6874. Adoption en 1^{re} délibération le 20 mai 1949 (1^{re} séance) sous le titre : « Proposition de loi tendant à modifier les articles 8 et 47 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz ». — Proposition de loi n° 1788.

Transmise au Conseil de la République le 24 mai 1949 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 405 (année 1949); rapport le 14 juin par M. Aubert, n° 464 (année 1949); rapport supplémentaire le 21 juin par M. Aubert, n° 486 (année 1949). Avis n° 184 (année 1949) donné le 23 juin 1949.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 23 juin 1949 (renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 7606; rapport le 30 juin par

M. Louvel, n° 7703. Adoption définitive le 30 juillet 1949 (3^e séance) sous le titre : « Proposition de loi tendant à modifier les articles 8, 25, 46 et 47 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz ». — Proposition de loi n° 2048.

Loi du 2 août 1949, publiée au *J. O.* du 6 août.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[20 mai 1949] (p. 2720). Est entendu : M. Louvel, *Rapporteur* ; question préalable posée par M. Mudry conformément à l'article 46 du Règlement (p. 2722). Sont entendus sur la question préalable : MM. Mudry, Louvel, *Président de la Commission* ; rejet au scrutin de la question préalable (p. 2723); liste des votants (p. 2739). — Art. 1^{er} (p. 2723); amendement présenté par M. Mudry tendant à apporter une modification de forme (p. 2723); retrait (p. 2723); adoption de l'article premier (p. 2723). — Art. 2 (p. 2723); amendement présenté par M. Mudry tendant à laisser à Gaz de France le transport du gaz naturel (p. 2723); rejet (p. 2724); amendement présenté par M. Sion tendant à faire assurer le transport du gaz naturel par une entreprise nationale (p. 2724); adoption (p. 2724); amendement présenté par M. Delahoutre tendant à appliquer la procédure de déclaration d'utilité publique aux ouvrages de transport de gaz naturel (p. 2724); amendement présenté par M. Maton relatif à l'exclusion de la nationalisation des centres produisant moins de 12 millions de kilowatts (p. 2724); rejet au scrutin (p. 2724); liste des votants (p. 2740); amendement présenté par M. Goudoux tendant à prévoir que les centrales ne génèrent pas les aménagements projetés pour l'équipement hydro-électrique du pays (p. 2724); rejet (p. 2725); adoption de l'article 2 (p. 2725). — Art. 3 (p. 2725); amendement présenté par M. Goudoux tendant à n'autoriser l'aménagement de nouvelles installations électriques que sous certaines conditions (p. 2725); retrait (p. 2725) adoption de l'article 3 (p. 2725). — Art. 4 (p. 2725); amendement présenté par M. Mudry tendant à supprimer cet article (p. 2725); retrait (p. 2725); amendement présenté par M. Viollette et non soutenu (p. 2725); adoption de l'article 4 (p. 2725). — Art. 5 (p. 2725); amendement présenté par M. Maton tendant à supprimer cet article relatif à la non-application du statut national au personnel de ces entreprises (p. 2725); rejet au scrutin (p. 2726); liste des votants (p. 2741); adoption de l'article 5 (p. 2726); modification du titre comme suit : *Proposition de loi tendant à modifier les articles 8 et 47 de la loi du 8 avril 1946*

portant nationalisation de l'électricité et du gaz (p. 2726); adoption au scrutin de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2726); liste des votants (p. 2743). — Ont pris part à la discussion des articles : MM. Delahoutre, Goudoux, Louvel, *Président de la Commission*; Maton, Mudry.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE

[30 juillet 1949] (p. 5580, 5589, 5605, 5625). Sont entendus dans la discussion générale : MM. Louvel, *Président de la Commission* (p. 5580); Mudry (p. 5580, 5581); Lacoste, *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (p. 5581, 5582); Mudry (p. 5582, 5583); Lespès (p. 5583); Mudry (p. 5583); Lespès (p. 5583, 5584); clôture de la discussion générale (p. 5584).

— Art. 1^{er} (p. 5589); amendement présenté par M. Goudoux tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture (p. 5590); rejet (p. 5590); adoption de l'article premier (p. 5590). — Art. 2 (p. 5590); amendement présenté par M. Capdeville relatif au transport de gaz naturel et aux établissements habités à effectuer ce transport (p. 5590); retrait de la deuxième partie de l'amendement (p. 5592); amendement présenté par M. Mudry tendant à éliminer les établissements publics (p. 5592); adoption de la première partie de l'amendement de M. Capdeville (p. 5592); rejet de l'amendement de M. Mudry (p. 5592); adoption de l'article 2 (p. 5592). — Art. 2 bis (p. 5605); amendements présentés par MM. Goudoux, Krieger et Poulain tendant à reprendre le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (p. 5605); rejet au scrutin (p. 5607); liste des votants (p. 5618); amendement présenté par M. Couston tendant à prévoir la puissance maxima des machines qui peuvent être mises en marche en même temps (p. 5607); adoption (p. 5607); amendement présenté par M. Mudry tendant à supprimer les trois derniers alinéas du paragraphe 6 introduits par le Conseil de la République et relatifs à l'activité des collectivités locales (p. 5607); l'alinéa a), du paragraphe 6, est supprimé (p. 5608); les deux derniers alinéas sont maintenus (p. 5608); adoption de l'ensemble de l'article (p. 5608). — Art. 3 (p. 5608); amendement présenté par M. Krieger tendant à prévoir des conventions préalables avec Electricité de France (p. 5608); retrait (p. 5608); adoption de l'article 3 (p. 5608). — Art. 4 (p. 5609); amendement présenté par M. Goudoux tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale afin de ne pas augmenter la puissance des centrales non susceptibles d'être nationalisées (p. 5609); rejet (p. 5609); adoption de l'article 4 (p. 5609). — Art. 4 A nouveau (*ibid.*); amendements présentés par MM. Poulain et Mudry tendant à sup-

primer cet article (p. 5609); adoption (p. 5609). — Art. 4 bis (p. 5610); amendements présentés par MM. Goudoux et Krieger tendant à supprimer cet article afin de maintenir l'unité de production, de transport et de distribution confiée au service national (p. 5610); adoption (p. 5610). — Art. 4 bis A nouveau (p. 5610); amendement présenté par M. Mudry tendant à supprimer cet article relatif au rôle des collectivités locales (p. 5610); rejet (p. 5611); adoption de l'article 4 bis A (p. 5611). — Art. 4 bis B nouveau (p. 5611); amendement présenté par M. Mudry tendant à supprimer cet article (p. 5611); l'article 4 bis B est réservé (p. 5611); adoption au scrutin de l'amendement (p. 5618); liste des votants (p. 5620). — Art. 4 ter nouveau (p. 5611); amendement présenté par M. Poulain tendant à supprimer cet article relatif aux conditions dans lesquelles les services de distribution devront cesser leur activité en matière de réparations et d'entretien des installations intérieures (p. 5611); l'art. 4 ter est réservé (p. 5612); rejet au scrutin de l'amendement (p. 5618); liste des votants (p. 5624); amendement présenté par M. Capdeville tendant à supprimer les mots « travaux et fournitures donnant lieu à des appels d'offre ou des adjudications » (p. 5618); adoption (p. 5618); amendement présenté par M. Krieger (*ibid.*); retrait (p. 5618); adoption de l'article 4 ter (p. 5618). — Art. 5 (p. 5612); adoption (p. 5613); modification du titre comme suit : *Proposition de loi tendant à modifier les articles 8, 25, 46 et 47 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz* (p. 5618); adoption au scrutin de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5625); liste des votants (p. 5670). — Ont pris part à la discussion des articles : MM. Boulet, Bour, Bourges-Maunoury, Capdeville, Finet, Ginestet, Goudoux, Gros, Krieger, Lacoste, *Ministre de l'Industrie et du Commerce*; Lespès, Louvel, *Rapporteur*; Mudry, Poulain.

§ 22. — Proposition de loi de M. Palewski tendant à modifier divers articles de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 juin 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 4552.

§ 23. — Proposition de loi de M. Louvel tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 juin 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission des finances),

n° 4591 ; rapport le 8 juillet par M. Louvel, n° 4922 ; avis de la Commission des finances le 19 juillet par M. Buron, n° 4991. Adoption en 1^{re} délibération le 29 juillet 1948. — Proposition de loi n° 1150.

Transmise au Conseil de la République le 29 juillet 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 771 (année 1948) ; rapport par M. Pairault, n° 783 (année 1948) et Avis n° 247 (année 1948) donné le 31 juillet 1948.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 31 juillet 1948 (renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 5121 ; rapport le 4 août par M. Louvel, n° 5145. Adoption définitive le 5 août 1948. — Proposition de loi n° 1185.

Loi du 23 août 1948, publiée au *J. O.* des 23 et 24 août. — Rectificatif au *J. O.* du 13 janvier 1949.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[29 juillet 1948] (p. 5018). Sont entendus sur la demande de discussion d'urgence : MM. Jean-Marie Louvel, *Rapporteur* ; Robert Buron, *Rapporteur pour avis* ; la discussion d'urgence est ordonnée (p. 5020) ; le passage à la discussion des articles est prononcé (p. 5020). — Art. 1^{er} (p. 5020) ; amendement présenté par M. Alfred Krieger tendant à prévoir l'indemnisation sur la base de la moyenne effective des cours en bourse (p. 5020) ; adoption (p. 5021). — Art. 2 (p. 5021) ; amendement présenté par M. Maurice Finet tendant à remplacer les mots « dans le délai de six mois » par les mots « avant le 31 décembre 1948 » (p. 5021) ; adoption (p. 5021) ; amendement présenté par M. Maurice Finet tendant à organiser une situation particulière aux Houillères de Lorraine (p. 5021) ; sous-amendement présenté par M. Krieger tendant à remplacer les mots « de l'exercice 1939 » par les mots « des exercices de 1939 à 1944 » ; adoption du sous-amendement de M. Alfred Krieger (p. 5021) ; adoption de l'amendement (p. 5022) ; adoption de l'article (p. 5022). — Art. 3 : adoption (p. 5022). — Art. 4 (p. 5022) ; amendements présentés par M. Finet tendant à harmoniser toutes les dates (p. 5023) ; adoption des trois amendements (p. 5023) ; adoption de l'article 4 (p. 5023). — Art. 5 à 7 : adoption (p. 5024). — Art. 8 (p. 5024) ; amendement présenté par M. Charlot relatif à l'ensemble industriel de Decazeville (p. 5024) ; adoption de l'amendement (p. 5024) ; adoption de l'article 8 (p. 5024). — Art. 9 : adoption (p. 5024) ; adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5024). — Ont pris part

à la discussion des articles : MM. Robert Buron, *Rapporteur pour avis* ; Charlot, Maurice Finet, Jacques Grésa, Alfred Krieger, Lacoste, *Ministre de l'Industrie et du Commerce* ; Jean-Marie Louvel, *Rapporteur* ; Henri Mallez, Emmanuel Temple.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE

[5 août 1948] (p. 5395). Est entendu sur la discussion d'urgence : M. Jean-Marie Louvel, *Rapporteur* ; la discussion d'urgence est ordonnée (p. 5395). — Art. 1^{er bis} : adoption (p. 5395) ; adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5395).

§ 24. — Proposition de loi de M. Védrines et plusieurs de ses collègues relative à la nationalisation de la Société « Francolor », présentée à l'Assemblée Nationale le 18 juin 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission des affaires économiques et à la Commission des finances), n° 4634 ; rapport collectif le 7 juillet par M. Degoutte, n° 4893 (*Voy. ci-dessus*, § 16).

§ 25. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à compléter la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juillet 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 5110.

§ 26. — Proposition de loi de M. Palewski tendant à modifier divers articles de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 août 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 5134.

§ 27. — Proposition de loi de M. Edgar Faure modifiant la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du Gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 1^{er} septembre 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 5429 (1).

§ 28. — Proposition de loi de M. Max Brusset et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'article 33 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 décembre

(1) Retirée par l'auteur le 22 novembre 1949.

1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 5979.

§ 29. — Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 25 avril 1946 relative à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances et à l'industrie des assurances en France, présenté à l'Assemblée Nationale le 14 avril 1949 par M. Maurice-Petsche, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances), n° 7126.

§ 30. — Proposition de loi de M. Mudry et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité en vue d'empêcher la restitution illégale aux anciennes compagnies du gaz et de l'électricité des biens transférés à la nation en 1946, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 décembre 1949 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 8713.

§ 31. — Proposition de loi de M. Bergeret tendant à modifier les articles 37, 38 et 39 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 février 1950 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 9286; rapport le 17 mars 1951 par M. Pinet, n° 12546. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 11 mai 1951 (1^{re} séance) sous le titre : « Proposition de loi tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux ». — Proposition de loi n° 3100.

Transmise au Conseil de la République le 12 mai 1951 (renvoyée à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission des finances), n° 384 (année 1951).

§ 32. — Proposition de résolution de M. Ramadier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer les établissements publics de distribution dans les conditions prévues par la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 mars 1950 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 9686.

§ 33. — Proposition de loi de M. Furaud tendant à apporter des précisions au huitième alinéa de l'article 8 de la loi n° 46-628 du

8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, complétée par la loi n° 49-1090 du 2 août 1949, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 juillet 1950 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 10688.

§ 34. — Projet de loi portant règlement des charges exceptionnelles des régies gazières, des entreprises gazières nationalisées et des autres entreprises concessionnaires de services publics, présenté à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1950 par M. Jean-Marie Louvel, Ministre de l'Industrie et du Commerce (renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 11459; lettre rectificative le 4 janvier 1951, n° 11857; rapport le 15 mars par M. Alfred Krieger, n° 12510.

§ 35. — Proposition de loi de M. Gaborit tendant à modifier les articles 23 et 45 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 janvier 1951 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 11905.

§ 36. — de la Banque d'Indochine. — Voy. *T.O.M.*, § 10.

— des collèges moderne et technique de Courbevoie. — Voy. *Enseignement technique*, §§ 15, 16.

— des combustibles minéraux. — Voy. *Nationalisations*, §§ 12, 19, 22, 23.

— de l'Ecole du Bois-du-Mouchard. — Voy. *Enseignement technique*, § 5.

— de l'Ecole de métiers de la menuiserie. — Voy. *Enseignement technique*, § 23.

— des écoles pratiques. — Voy. *Enseignement technique*, § 20.

— de Francolor. — Voy. *Nationalisations*, §§ 16, 24.

— du gaz et de l'électricité. — Voy. *Algérie*, § 156. — *Nationalisations*.

— de l'industrie minière de la Martinique. — Voy. *T.O.M.*, § 76.

— en Pologne. — Voy. *Traités et conventions*, § 75.

— (Réorganisation des). — Voy. *BUDGET, Exercice 1949* (n° 5754).

NATIONALITÉ.

— étrangère (acquisition de la). — Voy. *Nationalité française*, § 17.

— française. — Voy. *Etrangers*, § 4.

— en Tunisie. — Voy. *Traités et conventions*, § 22.

NATIONALITÉ FRANÇAISE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux portant définition de la nationalité française et fixant les règles de l'immigration des étrangers et de leur naturalisation, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 décembre 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 166.

§ 2. — Proposition de loi de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression du droit de sceau en matière de naturalisation, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 février 1947 (renvoyée à la Commission des finances), n° 588.

§ 3. — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la nationalité de la femme mariée, conclue le 9 janvier 1947 entre la France et la Belgique, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 février 1947 par M. Georges Bidault, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la justice), n° 613; rapport le 8 juillet par M. Wasmer, n° 1946. Adoption en 1^{re} délibération le 20 août 1947 (2^e séance). — Projet de loi n° 464.

Transmis au Conseil de la République le 21 août 1947 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 687 (année 1947); rapport le 25 novembre par M. Carles, n° 812 (année 1947). — Avis n° 291 (année 1947) donné le 2 décembre 1947.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 2 décembre 1947 (1). — Projet de loi n° 567.

Loi du 20 décembre 1947, publiée au *J. O.* du 21 décembre.

§ 4. — Proposition de loi de M. Joinville (Alfred Malleret) et plusieurs de ses collègues tendant à établir une procédure rapide d'acquisition de la nationalité française au profit des étrangers engagés volontaires et à la délivrance

(1) Cet avis a été rattaché à la séance du 29 novembre à l'Assemblée Nationale.

de plein droit de la carte de résidence privilégiée, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 mars 1947 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 865; rapport le 11 février 1949 par M. Minjoz, n° 6412.

§ 5. — Projet de loi relatif au changement de nationalité sur les territoires réunis à la France par le Traité de Paris du 10 février 1947, avec l'Italie, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 août 1947 par M. André Marie, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 2373; rapport verbal par M. Guesdon et Adoption en 1^{re} délibération le 1^{er} septembre 1947. — Projet de loi n° 519.

Transmis au Conseil de la République le 2 septembre 1947 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 765 (année 1947); rapport par M. Simard, n° 775 (année 1947) et Avis n° 263 (année 1947) donné le 2 septembre 1947.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 2 septembre 1947. — Projet de loi n° 535.

NOUVELLE DÉLIBÉRATION demandée par M. le Président de la République sur la loi relative au changement de nationalité sur les territoires réunis à la France par le Traité de Paris du 10 février 1947, avec l'Italie, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 octobre 1947 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2569; rapport le 20 novembre par M. Guesdon, n° 2683. Adoption en 1^{re} délibération le 12 décembre 1947 (2^e séance). — Projet de loi n° 605.

Transmis au Conseil de la République le 12 décembre 1947 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 886 (année 1947); rapport par M. Fournier, n° 888 (année 1947) et Avis n° 312 (année 1947) donné le 12 décembre 1947.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1947. — Projet de loi n° 607.

Loi du 13 décembre 1947, publiée au *J. O.* du 14 décembre.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Wehrung tendant à inviter le Gouvernement à proroger de six mois la loi n° 46-1185 du 24 mai 1946 permettant à la femme étrangère qui a épousé un Français sans souscrire une demande en vue d'acquérir la nationalité de son mari de déposer cette demande jusqu'au 31 dé-

cembre 1947, présentée au Conseil de la République le 14 janvier 1948 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 22 (année 1948) (1).

§ 7. — Projet de loi tendant à autoriser le Ministre de la Santé publique et de la Population à statuer sur les demandes de naturalisation qui ont été formulées conformément à l'article 7 de la loi du 3 février 1939, présenté à l'Assemblée Nationale le 16 mars 1948 par M. André Marie, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 3797; rapport le 9 juillet par M. Roques, n° 4947. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 30 juillet 1948 (2^e séance), sous le titre : « *Projet de loi tendant à autoriser le Ministre de la Santé publique et de la Population à statuer sur les demandes de naturalisation qui ont été formulées conformément à la loi du 3 février 1939* ». — Projet de loi n° 1166.

Transmis au Conseil de la République le 6 août 1948 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 804 (année 1948); rapport le 25 août par M. Colardeau, n° 890 (année 1948). Avis n° 303 (année 1948) donné le 7 septembre 1948.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 7 septembre 1948. — Projet de loi n° 1285.

Loi du 21 septembre 1948, publiée au *J. O.* du 22 septembre.

§ 8. — Proposition de loi de M. Pourtalet et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la nationalité française aux originaires des territoires de Brigue, Tende, Saint-Dalmas-de-Tende, Libre et Pienne, résidant en France ou dans la Principauté de Monaco, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 mai 1948 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4361; rapport le 15 décembre par M. Médecin, n° 5838.

§ 9. — Projet de loi tendant à permettre aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le Traité de Paix avec l'Italie du 10 février 1947 d'acquérir la nationalité française par déclaration, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 décembre 1948 par M. André Marie, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 5698; rapport le 27 décembre par M. Médecin,

n° 5942. Adoption en 1^{re} délibération le 17 février 1949 (1^{re} séance). — Projet de loi n° 1587.

Transmis au Conseil de la République le 24 février 1949 (renvoyé à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des affaires étrangères), n° 156 (année 1949); rapport par M. Jozeau-Marigné, n° 344 (année 1949) et avis de la Commission des affaires étrangères, le 13 avril par M. Ernest Pezet n° 356 (année 1949). — Avis n° 131 (année 1949) donné le 14 avril 1949.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 14 avril 1949 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 7113; rapport le 21 juin par M. Médecin, n° 7561. Adoption définitive le 30 juillet 1949 (3^e séance). — Projet de loi n° 2051.

Loi du 2 août 1949, publiée au *J. O.* du 5 août.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[17 février 1949] (p. 634); Sont entendus dans la discussion générale : MM. Médecin, *Rapporteur*; Pourtalet, Olmi; clôture de la discussion générale (p. 638). — Article unique (p. 638); amendement présenté par M. Pourtalet tendant à accorder le bénéfice de la loi aux personnes originaires des territoires intéressés (p. 638); retrait de l'amendement de M. Pourtalet (p. 639); amendement présenté par la Commission tendant à accorder le bénéfice de la loi aux descendants résidant en France ou dans la Principauté de Monaco (p. 639); adoption de l'amendement (p. 639); amendement présenté par M. Barel tendant à accorder le bénéfice de la loi aux personnes résidant à Monaco (p. 639); retrait de l'amendement de M. Barel (p. 641); adoption de l'article unique (p. 641); amendement de M. Pourtalet tendant à insérer un nouvel article tendant à accorder le bénéfice de la loi aux personnes originaires de ces territoires ayant déjà acquis la nationalité française par décret de naturalisation (p. 641); l'amendement est déclaré sans objet (p. 641). — Ont pris part à la discussion de l'article unique : MM. Barel, Courant, *Vice-Président de la Commission*; Lecourt, *Garde des Sceaux*; Médecin, *Rapporteur*; Pourtalet.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE

[30 juillet 1949] (p. 5629); Sont entendus dans la discussion générale : MM. Minjoz, *Vice-Président de la Commission*; Lecourt, *Garde des Sceaux*; Minjoz, *Vice-Président de la Commission*; le passage à la discussion de l'article

(1) Retirée par l'auteur le 17 mars 1948.

unique est ordonné (p. 5629); adoption de l'article unique (p. 5629).

§ 10. — Proposition de loi de M. Mondon tendant à modifier l'article 113 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 janvier 1949 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6167.

§ 11. — Proposition de loi de MM. Médecin, Emile Hugues et Olmi tendant à modifier la loi du 2 août 1949 permettant aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le Traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947 d'acquérir la nationalité française par déclaration, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1949 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 8622.

§ 12. — Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la nationalité française relatives à l'acquisition de la nationalité française par le mariage, présenté à l'Assemblée Nationale le 3 février 1950 par M. René Mayer, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 9160; rapport le 14 décembre par M. Wasmer, n° 11627; rapport supplémentaire le 19 avril 1951 par M. Wasmer, n° 12890. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 7 mai 1951 (1^{re} séance). — Projet de loi n° 3082.

Transmis au Conseil de la République le 8 mai 1951 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 354 (année 1951); rapport par M. Péridier, n° 477 (année 1951) et Avis n° 199 (année 1951) donné le 22 mai 1951 (2^e séance).

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 22 mai 1951 (2^e séance). — Projet de loi n° 3211.

Loi du 24 mai 1951, publiée au *J. O.* du 31 mai.

§ 13. — Proposition de loi de M. Gosset tendant à accorder la double nationalité française et belge à certaines catégories de nationaux belges résidant ou établis en France, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 février 1950 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 9175.

§ 14. — Proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation

de l'article 111 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1950 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 10337.

§ 15. — Proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à intégrer de plein droit dans la nationalité française les personnes originaires des territoires cédés à la France par le traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947, bénéficiaires de la nationalité française par naturalisation avant le rattachement, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1950 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 10553.

§ 16. — Proposition de loi de MM. Emile Hugues, Médecin et Baylet tendant à modifier certaines dispositions du Code de la nationalité et à renforcer les mesures interdisant l'ingérence des réfugiés et ressortissants étrangers dans les affaires intérieures de la France, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1950 (renvoyée à la Commission de la justice) n° 10738.

§ 17. — Projet de loi portant modification de l'article 9 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 mars 1951 par M. René Mayer, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 12584.

NATIONS-UNIES. — Voy. *Organisation des Nations-Unies.*

NATURALISATION. — Voy. *Nationalité française*, §§ 1^{er}, 2, 7.

NATURALISATIONS (Service des). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (n° 3027).

NATURALISÉS.

— Epouse et enfants majeurs du sexe féminin des. — Voy. *Elections*, § 84.

NATZWEILLER. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 3.

NAUFRAGE DU « RAPHAEL ». — Voy. *CRÉDITS, MARINE MARCHANDE* (n° 6176).

NAUFRAGES (Victimes des). — Voy. *CALAMITÉS ATMOSPHÉRIQUES* (nos 12142, 12333, 12278, 12590).

NAVIGATION.

— aérienne. — Voy. *Circulation (facilités de)*, § 1^{er}.

— aérienne et maritime. (Sécurité de la). — Voy. *Aéronautique*, §§ 2, 36.

— fluviale dans les territoires de l'Union française. — Voy. *T. O. M.*, § 389.

— intérieure (travaux d'équipement de). — Voy. *Marine marchande*, § 43.

NAVIGATION FLUVIALE.

Proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à utiliser pleinement les possibilités de transport de la navigation fluviale, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 juin 1948 (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 4679.

NAVIGATION FRANÇAISE SUR LE RHIN. — Voy. *BUDGET, Exercice 1947, AFFAIRES ÉTRANGÈRES* (n° 1180).

NAVIRE.

— école. — Voy. *Marine marchande*, § 2.

— météorologiques. — Voy. *Traité et Conventions*, §§ 23, 101.

NAVIRES ET BATEAUX DE PECHE (Reconstruction de). — Voy. *BUDGET 1951* (n° 11766) (*Dommages de guerre*) [19 avril 1951] (p. 3525).

NAZISME. — Voy. *CAMPS DE CONCENTRATION* (n° 8290); *RÉSISTANCE* (n° 6884).

— (Attitude des autorités américaines en Allemagne à l'égard des criminels de guerre). — Voy. *BUDGET DE 1951 (JUSTICE)* (n° 11042) [15 février 1951] (p. 1207).

NÉGOCIANTS.

— en grains. — Voy. *Effets de commerce*, § 7.

NÉGOCIANTS EN BIENS.

Proposition de loi de M. Taillade portant statut des professions d'agent immobilier, de mandataire en vente de fonds de commerce et de négociant en biens, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 février 1950 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 9323.

NEMOURS (Algérie.) — Voy. *Algérie*, § 154.

NEUTRALITÉ (Possibilités de). — Voy. *BUDGET, Exercice 1948* (n° 4059).

NEVERS (Ecole normale de). — Voy. *BUDGET 1951 (EDUCATION NATIONALE)*, (n° 11037) [23 avril 1951] (p. 3809).

NICE.

— aéroport de. — Voy. *Expropriations*, § 11.

— attentat de. — Voy. *Attentats (Victimes des)*, § 1^{er}.

— chemin de fer de Nice à Meyrargues. — Voy. *Chemins de fer*, §§ 17, 54, 62.

— études de notaires à. — Voy. *Notariat*, §§ 1^{er}, 2.

— région radiophonique. — Voy. *Radiodiffusion*, § 3.

Voy. aussi : *Rencontre internationale de la jeunesse*, § 1^{er}.

— (Aérodrome de). — Voy. BUDGET, *Exercice 1947*, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (n° 1180).

NICE—CONI—TURIN.

— relations ferroviaires sur la ligne. — Voy. *Chemins de fer*, § 69.

NIÈVRE (Département de la). — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 197, 215.

NOEL.

— fêtes de. — Voy. *Armées*, §§ 141, 142. — *Economiquement faibles*, § 127.

NOGENT-LE-ROTROU. — Voy. *Chemins de fer*, § 49.

NOGUERES (Automobile de M.). — Voy. BUDGET 1951 (JUSTICE) (n° 11042) [15 février 1951] (p. 1208), [16 février 1951] (p. 1254).

NOMENCLATURE.

— des formations militaires combattantes. — Voy. *Guerre de 1939-1945*, § 6.

NOMÉNY. — Voy. *Chemins de fer*, § 47.

NOMINATIONS.

— abusives. — Voy. *T.O.M.*, § 36.

— antérieures au 1^{er} septembre 1940. — Voy. *Armée*, § 22.

— de membres du Parlement à des emplois relevant du pouvoir exécutif. — Voy. *Parlementaires*, § 2.

NOMS PATRONYMIQUES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la

procédure relative aux changements de nom, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 février 1947 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 579.

§ 2. — Projet de loi relatif aux modifications du nom patronymique et du prénom, présenté à l'Assemblée Nationale le 22 novembre 1947 par M. André Marie, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice); n° 2695; rapport (1^{re} partie) le 29 mars 1949 par M. Dominjon, n° 6876; rapport supplémentaire (1^{re} partie) le 2 juin par M. Dominjon, n° 7334. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 1^{er} juillet 1949 (2^e séance) sous le titre : « *Projet de loi relatif à la francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers* ». — Projet de loi n° 1891.

Transmis au Conseil de la République le 6 juillet 1949 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 571 (année 1949); rapport le 15 novembre par M. Delalande, n° 794 (année 1949). — Avis n° 300 (année 1949) donné le 22 novembre 1949.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 22 novembre 1949 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 8449; rapport le 17 mars 1950 par M. Delahoutre, n° 9527. Adoption définitive sans débat le 31 mars 1950 (1^{re} séance). — Projet de loi n° 2338.

Loi du 3 avril 1950 publiée au *J.O.* du 6 avril.

§ 3. — Proposition de loi formulée par MM. Bernard Lafay et Teyssandier tendant à faciliter le changement du nom patronymique et des prénoms de l'adopté dans le cas de légitimation adoptive, présentée au Conseil de la République le 9 mars 1948, transmise à l'Assemblée Nationale le 9 mars 1948 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission de la famille), n° 3720; rapport collectif le 15 juillet par Mlle Archimède, n° 4959 (Voy. *ci-dessous*, § 4).

§ 4. — Proposition de loi de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à permettre de conférer, en cas d'adoption, un prénom supplémentaire à l'adopté, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 mars 1948 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission de la famille), n° 3751; rapport

collectif le 15 juillet par Mlle Archimède, n° 4959 (Voy. *ci-dessus*, § 3); avis collectif de la Commission de la famille le 4 août par M. Gallet, n° 5152. Adoption en 1^{re} délibération le 26 novembre 1948 sous le titre : « *Proposition de loi tendant à permettre le changement des prénoms de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive et à modifier les articles 350, 364 et 369 du Code civil* ». -- Proposition de loi n° 1407.

Transmise au Conseil de la République le 9 décembre 1948 (renvoyée à la Commission de la justice), n° II-33 (année 1948); rapport le 30 décembre par M. Léo Hamon, n° II-130 (année 1948). — Avis n° 6 (année 1949) donné le 1^{er} février 1949.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 1^{er} février 1949 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 6271; rapport le 31 mars par Mme Rabaté n° 6901. Adoption définitive sans débat le 14 avril 1949 (1^{re} séance). — Proposition de loi n° 1744.

Loi du 20 avril 1949 publiée au *J.O.* du 24 avril.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[26 novembre 1948] (p. 7265). Sont entendus : MM. Jean Minjoz, *Rapporteur suppléant*; Henri Gallet, *Rapporteur pour avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique*; le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 7266). — Art. 1^{er} à 3 : adoption (p. 7266). — Art. 4 (p. 7266); adoption (p. 7266); adoption de l'ensemble de la proposition de loi avec modification du titre qui devient : *Proposition de loi tendant à permettre le changement des prénoms de l'adopté en cas d'adoption et de légitimation adoptive et à modifier les articles 350, 364 et 369 du Code civil* (p. 7266).

ADOPTION EN SECONDE LECTURE

[14 avril 1949] (p. 2441).

§ 5. — Proposition de loi de MM. Jean Cayeux et Gabelle tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'accomplissement des formalités permises par la loi n° 49-572 du 23 avril 1949 concernant les changements de prénom de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 mai 1950 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 10006; rapport le 11 juillet par Mlle Archimède, n° 10544.

§ 6. — Proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère et ultérieurement par le père, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 mars 1951 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 12432; rapport le 16 mai par M. Gallet, n° 13270.

NONANCOURT (Eure). — Voy. *Sociétés*, § 8.

NON-PAYEMENT.

— de l'impôt sur le revenu (majoration pour). — Voy. *Impôts directs*, § 235.

NON-PRODUCTEURS.

— suppléments aux. — Voy. *Ravitaillement*, § 2.

NON TITULAIRES.

— validation du temps de service des. — Voy. *Pensions et retraites*, § 174.

NORD (Département du).

— réseau routier du. — Voy. *Voirie*, § 6.
Voy. aussi : *Calamités atmosphériques*, §§ 188, 236, 237, 241, 291, 314, 316, 318, 319, 332. — *Tabacs*, § 14.

NORD-AFRICAINS. — Voy. *Immigration*, § 5.

— (**Travailleurs**). — Voy. BUDGET 1951 (*Travail et sécurité sociale*) (n° 11047) [16 mars 1951] (p. 2060); [20 mars 1951] (p. 2196).

— (**Logement des**). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948* (INTÉRIEUR) (n° 3027).

NORMALIENS (Amélioration du statut des). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948* (EDUCATION NATIONALE) (n° 3027).

— (Traitement de stagiaires aux). — Voy. BUDGET, *Exercice 1947* (EDUCATION NATIONALE) (n° 1180).

NORMALIENS DE QUATRIÈME ANNÉE (Rémunération des). — Voy. BUDGET, *Exercice 1947*, EDUCATION NATIONALE (n° 1180).

NORVÈGE (Campagne de). — *Commémoration de la victoire de Narvick.* — Voy. CAMPAGNE DE NORVÈGE (n° 8844). — BUDGET DE 1950 (n° 8337) (EDUCATION NATIONALE).

NOTAIRES.

- anciens. — Voy. *Domages de guerre*, § 11. — *Notariat*, § 4.
- clercs de. — Voy. *Alsace et Lorraine*, § 32.
- *Caisses de retraites*, § 1.
- employés de. — Voy. *Algérie*, § 113.
- honorariat des. — Voy. *Honorariat*, § 2.
- Voy. aussi : *Impôts (Dispositions générales)*, § 24. — *Notariat*, §§ 1, 2.

NOTARIAT.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Gosset tendant à transférer les études de Notaire de l'Escarène, Lévens et Roquebillière à Nice et à y créer 5 études complémentaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 août 1947 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2517; rapport le 14 mai 1948 par M. Minjoz, n° 4206.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Gosset tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les titulaires des études de notaire de l'Escarène, Lévens et Roquebillière à instrumenter à Nice, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 décembre 1947 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3033; rapport le 22 avril 1948 par M. Minjoz, n° 3975.

§ 3. — Projet de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 25 ventôse an XI, modifié par la loi du 12 août 1902, présenté à l'Assemblée Nationale le 1^{er} décembre 1949 par M. René Mayer, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 8557.

§ 4. — Proposition de loi de MM. Jean Cayeux et Emile Hugues tendant à réglementer l'accès des anciens notaires aux fonctions notariales, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 mars 1951 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 12444; rapport le 25 avril par M. Delahoutre, n° 12959.

§ 5. — Organisation du. — Voy. *Alsace et Lorraine*, § 49. — *Code civil*, § 19.

NOTRE-DAME DE PEYRAGUDE. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 343.

— (Naufrage du). — Voy. BUDGET DE 1951 (n° 11044).

NOUVELLE-CALÉDONIE.

— cyclones de la. — Voy. *Crédits (Ministère de la France d'outre-mer)*, §§ 1, 2.

Voy. aussi : *Marine marchande*, § 26. — *T. O. M.*, §§ 47, 60, 169, 170.

NOUVELLES DÉLIBÉRATIONS DEMANDÉES PAR M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — — Voy. *Algérie*, § 95. — *Assurance-crédit d'État*, § 1^{er}. — *Traités et conventions*, § 401.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

— achats de produits de. — Voy. *Traités et conventions*, § 17.

NYONS. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 112. — Voy. *Chemins de fer*, § 63.